

LE DRAME MAROCAIN¹

Il ne s'agit pas ici de polémique. Nous publions les documents qui nous ont décidés à intervenir dans le débat touchant l'Afrique du Nord. Nous sommes intervenus comme chrétiens, parce que nous ne pouvions pas ne pas parler. Nous n'étions pas libres de nous débarrasser de témoignages aussi graves et qui engagent notre responsabilité personnelle de Français et de catholiques, sans nous efforcer de les vérifier. La réunion du Centre des intellectuels que j'ai eu l'honneur de présider tendait à obtenir des pouvoirs publics une enquête officielle sur le drame de Casablanca². Si nous avons en apparence échoué, nous avons eu tout de même gain de cause puisque l'enquête a eu lieu : un grand journal français, peu connu pour ses idées subversives, *Le Figaro*, a envoyé au Maroc deux de ses collaborateurs³. Ils y ont vécu trois semaines, sans autre directive que de ne tenir aucun compte des mots d'ordre officiels, de se rendre sur les lieux et d'entendre tous les témoins. Au moment où j'écris, les résultats de cette enquête n'ont pas encore paru, mais je sais que, sauf sur un ou deux points, ils rejoignent tout ce que nous publions ici. Notre ami Robert Barrat est parti après eux et aura encore son mot à dire.

1. *Témoignage chrétien*, vendredi 27 mars 1953, n° 465. Le texte de Mauriac était précédé de cette N.D.L.R. : « *Le Drame marocain* », tel est le titre du nouveau Cahier du Témoignage chrétien, qui relate plus particulièrement les événements du mois de décembre dernier. M. François Mauriac, dont personne ne peut ignorer la courageuse attitude à ce sujet, a écrit la préface de ce cahier, préface que nous sommes heureux de produire. Signalons d'autre part que nos amis R. Barrat et R. de Montvallan viennent de faire un voyage d'études au Maroc. Leur enquête paraîtra dans notre numéro du 10 avril.

2. Il s'agit des troubles des 7-9 décembre : une manifestation dans le quartier des Carrières centrales fut réprimée avec une extrême brutalité. Bilan : 52 morts.

3. Jean-Marie Garraud et François Mennelet.

Je n'oublie pas que d'autres catholiques, invités par la Résidence, sont revenus, comme il fallait s'y attendre, tout à fait rassurés et édifiés. Nous n'avons aucune raison de mettre en doute leur bonne foi. Mais enfin lorsque Mussolini et Franco compraient chez nous tant d'admirateurs et de partisans passionnés, si nous n'avions pas été quelques-uns à élever la voix, il y aurait eu une coupure irréparable dans cette protestation ininterrompue de la conscience chrétienne devant les crimes de l'Histoire. Notre silence aujourd'hui serait infiniment plus grave puisqu'il ne s'agit plus de peuples étrangers : le drame de l'Afrique du Nord engage l'honneur de la France et, sur le plan spirituel, son « salut ».

Il dépend encore de nous que ce qui aurait pu séparer irrémédiablement le peuple marocain du peuple français aide à leur réconciliation. Deux articles écrits au *Figaro*⁴ ont suffi pour que des hommes qui auraient tant de raisons de nous haïr, soumis dans leur propre patrie à un régime policier dont les excès nous font rougir de honte, se tournent de nouveau vers la France de qui ils ont beaucoup reçu, ils ne le nient pas, et dans tous les ordres – et d'abord cette culture au nom de laquelle ils nous demandent d'être traités en hommes libres, en peuple libre. L'œuvre civilisatrice de la France n'est pas en question à leurs yeux, et que cette œuvre admirable soit liée à la présence française, que tout ce qui a été fait depuis Lyautey risque de disparaître en quelques mois si nous disparaissions, la plupart nous l'accordent volontiers. Rien n'est donc perdu encore. Je ne désespère pas que les « grands colons » ne finissent par nous rejoindre eux aussi ; car, c'était le titre d'un de mes articles, « La Justice est une politique ». Il faudra bien qu'ils se rallient, parce qu'ils sont habiles, aux idées que nous défendons parce que nous sommes chrétiens.

Que le problème soit d'abord d'ordre politique, c'est l'évidence. Il faut lire, et lire entre les lignes, les pages courageuses

4. « La Vocation des chrétiens dans l'Union française » du 13 janvier 1953. Mauriac cite le second, plus loin. Mais « Pour une nouvelle alliance entre la France et l'Islam » du 24 mars développe le même thème. Tous deux ont été repris dans *Mémoires politiques*.

que M. Robert Schuman⁵ a publiées en tête du numéro spécial que *La Nef* consacre au Maroc et à la Tunisie : « J'ai acquis la conviction, écrit-il, qu'aucune réforme importante visant les relations entre la France et le Maroc ou la Tunisie ne sera possible sans un retour aux notions exactes de responsabilité et de subordination hiérarchique. » Nous comprenons ce que cela signifie : la faiblesse de l'État, à Paris, donne aux oligarchies d'Afrique du Nord, aux « groupes » rivaux, ce pouvoir monstrueux que sert la police et qui fait trembler les Résidents. Il dépend de nous de susciter, dans la métropole, un mouvement d'opinion qui pourra soutenir efficacement l'autorité de l'État et qui rendra confiance aux peuples stupidement opprimés et aussi à ceux des colons – il en existe beaucoup – qui aiment les Arabes, les connaissent, les assistent, et souhaitent d'être aimés d'eux plutôt que craints.

Ces peuples qui ne désespèrent pas de la France, nous ne les abandonnerons plus. Nous ne nous lasserons pas de chercher avec eux toutes les occasions de rencontre et de rapprochement. Et d'abord sur le plan religieux : le christianisme et l'islam, après des siècles de luttes, ont aujourd'hui un combat à mener côte à côte et cœur à cœur. Ici, nous sommes sur un terrain qui échappe à la politique et dont aucun conflit d'intérêts ne parviendra à nous chasser. Les adorateurs du même Père se reconnaissent pour des frères, désormais, quoi qu'il advienne. Les pauvres abattus à Casablanca ne seront pas morts pour rien.

Jeudi 2 avril 1953¹

Je me réjouis de lire dans *La Table ronde* de ce mois une note très élogieuse consacrée au *Journal d'un inconnu* : Cocteau m'y traite fort mal comme on sait². Tout ce qui pourra

5. Robert Schuman (1886-1963) incarnait au M.R.P. le courant favorable à l'émancipation des peuples colonisés. Dès 1950, dans un discours public, il avait par exemple évoqué l'indépendance tunisienne. Voir aussi B.N., I, p. 77.

1. *La Table ronde*, mai 1953, n° 65.

2. Voir le chapitre « D'un morceau de bravoure », où Cocteau revient sur le « scandale » de son *Bacchus*, dénoncé par Mauriac.